

PRÉFET DE L'AIN

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône Alpes

Unité départementale de l'Ain

Bourg-en-Bresse, le 14 mars 2018

Référence : 20180314-S5060-SC/FV
Affaire suivie par : S. CHEVALLIER et F. VIGUIER
Subdivision

Tél : 04 74 45 07
Télécopie : 04 74 50 32 50

Courriel : sandrine.chevallier@developpement-durable.gouv.fr
et frederick.viguiere@developpement-durable.gouv.fr

DEPARTEMENT DE L'AIN

SOCIETE COFIBEX

**AVIS SUR LA RECEVABILITÉ D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION ICPE
SUR LA COMMUNE DE AMBERIEU-EN-BUGEY**

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Avis sur la recevabilité du dossier de demande d'autorisation déposé par la société Cofibex à AMBERIEU-EN-BUGEY en vue de régulariser sa situation au regard des augmentations de capacité de production liées à l'évolution du parc machine et des aménagements tels que l'extension du bâtiment.

Réfer. : Votre bordereau de transmission en date du 26 juillet 2016

Annexes : Relevé des insuffisances du dossier du demandeur
Avis de l'ARS, de la DDT,

I- IDENTITE DU DEMANDEUR

Demandeur :

Raison sociale : SAS COFIBEX

Adresse du siège social : ZI Avenue de la Libération B.P. 226
01502 AMBERIEU-EN-BUGEY

SIRET : 43425026200012

Responsable du dossier : Monsieur Jean-Michel EXPERTON, Président

Etablissement concerné :

Adresse : ZI Avenue de la Libération
01500 AMBERIEU-EN-BUGEY

II- CONTEXTE

L'établissement a été autorisé par arrêté préfectoral du 26 juin 2003, complété par les arrêtés préfectoraux du 2 février 2007 (agrément VHU + ajout D3E), du 5 décembre 2014 (renouvellement agrément VHU + mise à jour rubriques), du 9 juin 2016 (mise à jour rubrique + augmentation déchets dangereux).

Par bordereau cité en référence, Monsieur le Préfet de l'Ain a transmis à la DREAL Rhône-Alpes – Unité Départementale de l'Ain - pour avis, le dossier de demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement déposé par la société COFIBEX à AMBERIEU-EN-BUGEY, pour la régularisation et augmentation des activités du site.

Une visite d'inspection a été réalisée le 29 mars 2017, cette visite a permis de lever les deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 27 juin 2014 (points 1 à 4) et 23 mai 2016 (points 5 et 6) relatifs aux points suivants :

1. les prescriptions de l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2003 en évacuant les mâchefers du site,
2. les prescriptions des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié susvisé en mettant en place un registre de suivi des déchets non dangereux,
3. les prescriptions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2003 en évaluant l'impact de l'augmentation de la quantité maximale de déchets plastiques, de cartons et de bois sur le site, en transit ;
4. les prescriptions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 février 2007 en stockant les bennes pleines de déchets métalliques souillés et les moteurs sur une aire imperméabilisée.
5. les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2014 en respectant les quantités maximales en transit de papiers/cartons et plastiques sur le site ;
6. les prescriptions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2003 en respectant les zones de stockage des balles de plastiques durs, de films plastiques et de papiers/cartons.

Le présent rapport a pour but de présenter les conclusions de l'inspection des installations classées sur le caractère complet et régulier du dossier présenté. Compte-tenu de la date de dépôt de ce dossier et de l'application en conséquence des dispositions de l'article 15 – 2° de l'ordonnance du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, les pièces retenues pour la constitution de ce dossier sont celles précisées antérieurement au 1^{er} janvier 2017 au titre I, Chapitre II, section 1 du code de l'environnement.

Le classement des activités soumises à autorisation ou enregistrement proposé par l'exploitant vis-à-vis de la nomenclature des installations classées prévues à l'article L 512-1 du code de l'environnement est indiqué dans le tableau ci-après :

Rubrique	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume demandé
1450-1	A	Solides inflammables (stockage ou emploi de)	Stockage de copeaux d'aluminium	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	1 t	75 t
2714-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, de caoutchoucs, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	Regroupement, tri et transit de papiers, cartons, plastiques et bois	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	1 000 m³	3 030 m³
2713-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712	Regroupement, tri et transit de métaux ferreux et non ferreux	Surface	1 000 m²	35 000 m²
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793	Regroupement, tri et stockage de déchets dangereux	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	1 t	89,5 t
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Regroupement, tri et stockage de déchets dangereux	Capacité totale	50 t	89,5 t
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971	Broyage de déchets dangereux, DIB/Encombrants, déchets verts et bois	Quantité de déchets traités	10 t/j	155 t/j
3532	A	Valorisation ou un mélange de déchets non dangereux d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec	Broyage de DIB/Encombrants, déchets	Capacité	75 t/j	155 t/j

		une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :	verts et bois			
2731-2	A	<ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique, - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération, - traitement du laitier et des cendres, - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants 	à Regroupement de sous-produits animaux, (dépôt ou transit de), à l'exclusion des dépôts visés par les rubriques 2171 et 2355, des dépôts associés aux activités des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement, des dépôts de biodéchets au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement et des dépôts annexés et directement liés aux installations dont les activités sont visées par les rubriques 2101 à 2150, 2170, 2210, 2221, 2230, 2240, 2350, 2690, 2740, 2780, 2781, 3532, 3630, 3641, 3642, 3643 et 3660 de la présente nomenclature (avec manipulation)	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	500 kg	30 t
2712-1-b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage (véhicule terrestres)	Dépollution de VHU	Surface de l'installation	≥ 100 m ² < 30 000 m ²	1000 m ²
2711-2	DC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	Tri de DEEE	Volume susceptible d'être entreposé	≥ 100 m ³ < 1000 m ³	< 1000 m ³
4719-2	D	Acétylène (numéro CAS 74-86-2)	Stockage	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 250 kg < 1 t	302 kg
1435-3	DC	Station-service	Gasoil et Fuel	Volume annuel de carburant liquide distribué	≥ 500 m ³ < 20 000 m ³	611 m ³
2716-2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations balayures visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Stockage de plâtre et balayures	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	≥ 100 m ³ < 1 000 m ³	200 m ³

2663-1-c	D	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc...	Stockage de polystyrène	Volume susceptible d'être stocké	$\geq 200 \text{ m}^3$ $< 2\,000 \text{ m}^3$	200 m ³
2661-1-c	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.),	Compactage de polystyrène	Quantité de matière susceptible d'être traitée	$\geq 1 \text{ t/j}$ $< 10 \text{ t/j}$	5 t/j

III – CARACTÈRE COMPLET DU DOSSIER

Le dossier de demande d'autorisation présenté par la société COFIBEX ne comporte pas l'ensemble des documents exigés par le code de l'environnement pour ce type de dossier. Il s'agit des informations et documents suivants.

- L'article R. 512-6 I 2° du code de l'environnement stipule : « *A chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :*

[...] Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale au dixième du rayon d'affichage fixé dans la nomenclature des installations classées pour la rubrique dans laquelle l'installation doit être rangée, sans pouvoir être inférieure à 100 mètres. Sur ce plan sont indiqués tous bâtiments avec leur affectation, les voies de chemin de fer, les voies publiques, les points d'eau, canaux et cours d'eau ».

Le requérant n'a pas indiqué l'affectation des bâtiments et le plan fourni ne couvre pas toute la surface et toutes les données demandées. Le rayon des 300 m n'est pas respecté.

- L'article R. 512-6 I 3° du code de l'environnement stipule :

«À chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes : [...] Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé " de tous les réseaux enterrés " existants.»

L'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés dans le rayon de 35 m ne sont pas indiquées sur le plan à l'échelle 1/500 proposé. Le réseau EDF semble manquant. Les sigles utilisés dans la légende ne sont pas explicités (EP : Eau potable?). Le réseau téléphonique n'est pas indiqué. Le réseau d'eau usé semble incomplet.

- L'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ne sont pas joints à la demande d'autorisation comme demandé par l'article R. 512-6 I 7° du code de l'environnement. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.

Le dossier ne contient pas ce type de réponse ou d'élément permettant d'affirmer que ces avis ont été demandés.

- L'article R. 515-59 I 3° applicable aux installations IED indique : « *Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation. »*

Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard

à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.»

Ce rapport n'a pas été retrouvé dans le dossier de demande d'autorisation. Les données collectées dans le cadre de ce rapport pourront être reprises pour répondre aux prescriptions de l'article R. 512-4 4°. Le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED de l'INERIS constitue une aide à sa réalisation

- L'article R. 512-5 demande que le dossier indique les modalités des garanties financières (nature, montant, délai de constitution).

Ces modalités n'ont pas été retrouvées dans le dossier. L'arrêté du 31 mai 2012 indique notamment comment déterminer le montant des garanties.

- L'article R. 512-3 6° demande que pour les installations destinées au traitement des déchets, l'origine géographique prévue des déchets ainsi que la manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 et L. 541-14-1 soient mentionnées.

Ce point concerne notamment la rubrique 2791 et les informations demandées n'ont pas été retrouvées dans le dossier.

De même, les éléments demandés par l'article R. 122-5 II 6° et permettant d'apprécier l'articulation du projet avec les plans de gestion des déchets mentionnés à l'article R. 122-17, n'ont pas été retrouvés dans le dossier.

Le plan de gestion de déchets non-dangereux de l'Ain ainsi que le plan de gestion de déchets dangereux de l'ex-région Rhône-Alpes sont disponibles sur <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/les-politiques-regionale-et-departementales-a2631.html>. Le projet doit aussi être compatible avec les objectifs définis par la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

IV – CARACTÈRE RÉGULIER DU DOSSIER

Conformément aux dispositions des articles R 512-8 et R512-9 du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis doit être en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement.

Certains éléments du dossier ne sont pas suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation, sur son site, dans son environnement.

Un relevé des principales insuffisances est joint en annexe 1.

V – AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION

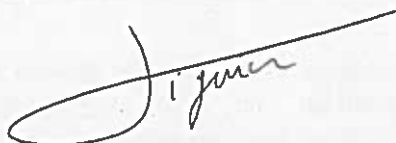
Les projets tels que présentés dans le dossier ne sont pas suffisamment aboutis. Le dossier ne permet pas de cerner la situation vis-à-vis des activités autorisées à ce jour, de l'exploitation actuelle du site et de la définition des nouveaux projets tant dans leur fonctionnement à l'échelle de l'établissement (capacité, implantation, fonctionnement...) que dans leur dimensionnement vis-à-vis des besoins locaux.

Compte-tenu des imprécisions persistantes des dossiers présentés, compte tenu du rapport de la visite d'inspection du 29 mars 2017 qui a mis en évidence la nécessité de la régularisation administrative de l'établissement, l'inspection propose à monsieur le préfet de l'Ain de se dessaisir du dossier.

L'inspection a transmis, par ailleurs, afin de mener à bien la régularisation des installations une nouvelle proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Elle concerne la régularisation administrative de l'établissement notamment de l'activité de traitement des déchets (utilisation de presses cisailles).

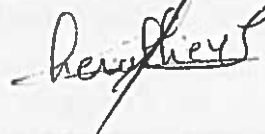
Une analyse de ce dossier a, néanmoins, fait l'objet, à toute fin utile pour l'exploitant, d'un relevé des insuffisances qui est joint en annexe 1 du présent rapport.

L'ingénieur de l'industrie et des Mines



Frédéric VIGUIER

L'inspecteur de l'environnement

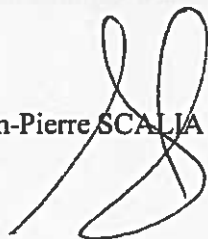


Sandrine CHEVALLIER

Vu, approuvé et transmis à monsieur le Préfet
du département de l'Ain

Bourg-en-Bresse, le 14 mars 2018

Pour la directrice et par délégation,
l'adjoint au chef de l'unité départementale de l'Ain



Jean-Pierre SCALLIA

ANNEXE 1 : Relevé des insuffisances

Le dossier ne peut, en l'état être considéré comme régulier. Afin de permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure réglementaire, les principales caractéristiques des installations, des compléments et des modifications doivent être apportés.

1 Divers :

- La liste des parcelles fournie pg 9/42 de la partie A n'est pas cohérente avec le plan à l'échelle 1/2500 transmis. Les parcelles 329, 367, 387 et 388 semblent en trop.
- Le calcul mentionné à l'article R. 511-11 permettant de déterminer le statut Seveso de l'établissement n'est pas fourni. Notamment, les données relatives à la composition des déchets sont nécessaires pour estimer la quantité des substances ou préparations dangereuses mentionnée à l'article R. 511-10. Les guides techniques « prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement » et « caractérisation de la dangerosité d'un déchet » constituent une aide à la réalisation du calcul. La quantité de ces substances influe sur le classement en 2717 ou 2718 des déchets dangereux.
- La nature des copeaux d'aluminium doit être explicitée. Il s'agit de déchets et ne doivent pas être classés sous la rubrique 1450. Suivant leur composition, il peut s'agir de déchets dangereux à classer en rubrique 2718 ou de déchets non dangereux à classer en 2713.
- Tous les métaux ou déchets de métaux doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection. Ce contrôle n'est pas explicité. L'admission des déchets radioactifs est interdite et une vérification de l'absence de déchets radioactifs sur le site doit être réalisée. Le dossier n'explique pas comment est réalisé ce contrôle.
- Rubrique 2714-1 du tableau de nomenclature de la partie A : Le stockage du bois ne nécessite pas d'être classé à cette rubrique s'il est broyé. Le classement à la rubrique 2791 est dès lors suffisant. Les refus de tri DIB, refus de meubles, rembourrés et matelas sont classés quant à eux soit à la rubrique 2716 soit à la rubrique 2791 s'ils sont broyés. La ferraille n'est pas compatible avec cette rubrique. Elle doit être classée en 2713.
- Les biodéchets indiqués dans le tableau 2 pg 10 de la partie A (250 t/j) doivent être classés sous la rubrique 2716 ou 2731 suivant notamment leur provenance, celle-ci devra être précisée.
- Le dépôt ou transit de sous-produits animaux est soumis au règlement (CE) 1069/2009 et notamment son article 23. Il requiert un enregistrement sanitaire délivré par la DD(CS)PP. L'agrément doit être joint au dossier.
- Rubrique 2713-1 : Les aires de stockage ferreux et inox sont indiqués sur la figure 3. Le stockage des autres métaux non-ferreux n'est pas signalé. S'agit-il de « activité métaux 9 » ? Le zonage par type de métal (Zinc, Cuivre,...) devra être indiqué. L'emplacement de l'extension demandée par rapport à l'existant n'est pas représentée. La rubrique demandée doit détailler les surfaces de stockage de métaux. La surface totale doit correspondre à la somme de l'ensemble des stockages.
- Rubriques 2718-1 et 3550 : La destination des déchets doit être indiquée afin de valider le classement dans la rubrique 3550. S'ils sont considérés comme non-dangereux, les mâchefers peuvent être classés à la rubrique 2716.
- Rubrique 2791-1: Les volumes de broyage de déchets verts et bois ne sont pas cohérents entre la page 10 (100 voir 100+150t/j) et la page 11 de la partie A (75 t/j). Le cisailage des métaux (pg 39-40) doit être repris dans cette rubrique (mais pas dans la rubrique 3532). La mise en balles est à classer dans la rubrique 2713, 2714 ou 2716 suivant la nature des déchets car il s'agit d'un conditionnement et non d'un traitement.
- Rubrique 2663-2 : compte-tenu de votre agrément de collecte, les pneus sont à considérer comme des déchets et à classer en rubrique 2714.

- Rubrique 2661-1-c : le compactage de déchets de polystyrène est à classer sous la rubrique 2714 relative au tri, transit, regroupement des déchets non dangereux non inertes de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois ;
- Rubrique 2712-1-b : Les conditions de stockage des fluides frigorigènes ne sont pas décrites. La zone d'accueil des VHU avant et après dépollution n'est pas indiquée clairement.
- Globalement identifier la localisation des produits et activités est difficile. La figure 2 fournie dans la partie A du DDAE n'est pas exhaustive et n'indique pas les rubriques. Un plan indiquant la localisation des activités et produits, ainsi que leur quantité, par rubrique doit être joint.
- La visite d'inspection du 29 mars 2017 a mis en évidence l'exploitation sans autorisation d'une presse-cisaille. D'après les informations communiquées, il y en a deux sur le site qui fonctionnent à une cadence moyenne de 25 t/j par presse. Cette activité relève de l'autorisation au titre de la rubrique 2791 car la capacité est supérieure à 10 t/j.
- L'instruction du dossier et l'analyse de l'historique de l'établissement ont permis de constater que l'emplacement du stockage de déchets dangereux existant ne correspond pas à la situation administrative déclarée.
- Les capacités techniques définies au §5.1 du dossier ne sont pas détaillées. L'exploitant pourra expliciter l'organisation interne et externe à l'établissement dédiée au soutien technique des installations.
- Concernant les capacités financières, les documents justificatifs transmis en partie E sont au nom de MARCELPOIL et non au nom du futur exploitant (COFIBEX). Les documents justificatifs doivent être au nom du futur exploitant.

2 Étude d'impact :

La qualité et les qualifications de l'expert ayant réalisé l'étude, demandées par l'article R. 122-5 II 11° n'ont pas été retrouvées dans le dossier.

2.1 Analyse des effets

EAU

Pg 55 : les effets de l'infiltration des eaux pluviales, si celle-ci est retenue, sur la qualité des eaux souterraines n'ont pas été étudiés, notamment la compatibilité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'article 4 ter de l'arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées doit être respecté.

La pollution potentielle due au stockage notamment de métaux, DEEE, DIB, mâchefers, fibrociments n'est pas évoquée.

Pg 77 : il est fait mention d'une pollution potentielle aux métaux lourds et en matière organique. Le système de traitement des eaux décrit ne semble pas traiter ce type de pollution.

Des études sur le rejet au milieu naturel des eaux du site et des valeurs limites de concentration sont indiqués dans le rapport d'inspection du 19 avril 2016.

L'emplacement des zones de stockage, notamment celles qui doivent être imperméabilisées, n'est pas suffisamment détaillé.

Les dispositifs de traitement des eaux de voiries et leur dimensionnement doivent être davantage précisés.

La suffisance du réseau piézométrique doit être analysée notamment au regard de l'infiltration des eaux pluviales traitées.

AIR

Voir commentaire de l'ARS sur les nuisances olfactives en annexe 2.

BRUIT

Le niveau acoustique ainsi que le niveau de vibrations des appareils qui seront employés demandés par l'article R. 512-8 II 1° n'ont pas été retrouvés dans le dossier.

Voir aussi le commentaire de l'ARS sur les nuisances sonores projetées.

2.2 Mesures prévues pour éviter, réduire, compenser les effets notables

En fonction des réponses aux demandes de compléments de la partie « analyse des effets », les mesures prévues pour éviter, réduire, compenser les effets notables devront être indiquées. Les prescriptions de l'article R. 512-8 II 2° devront être respectées (air, eau, bruit....).

Pg 77 : Une mesure pour réduire l'impact de l'établissement est la mise en place d'aires imperméabilisées. Une estimation des dépenses correspondantes doit être fournie (R. 122-5 II 8°).

L'étude du risque sanitaire doit être quantitative compte-tenu des activités IED du projet présenté.

3 Etude de dangers :

Le résumé non technique fourni au §12 de l'étude ne répond pas aux prescriptions de l'article R. 512-9 II. Il n'explicite pas la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie des zones de risques significatifs.

3.1 Analyse de risques

§6.1.1 : Dans la description de l'incendie du 12 février 2015, il est indiqué que le vent était nul le jour du sinistre. « Les fumées sont restées dans le périmètre du site COFIBEX et n'ont pas affectées les populations proches. ». Ce n'est pas le cas d'après les archives retrouvées sur <http://www.infoclimat.fr/observations-meteo/archives/12/fevrier/2015/amberieu/07482.html>.

§6.2.1.3 : Les risques dus à une inondation ne sont pas évoqués. Voir avis de la DDT en annexe 2. Le dossier doit prendre en compte le plan de prévention des risques d'inondation.

§6.4.1.1 : L'analyse des effets d'un incendie des déchets spécifiques (copeaux d'aluminium, mâchefers, amiante, emballages souillés, tubes fluorescents, piles et accumulateurs,...) n'a pas été réalisé.

Les risques dus aux incendies des déchets dangereux et de l'aluminium doivent être traités dans l'analyse, notamment le flux thermique, la toxicité et l'explosion. Une description des moyens d'extinction d'incendie adéquates doit être apportée.

Les points source des modélisations des phénomènes dangereux ne semblent pas en phase avec la description (cf pg 53/58). Le fait de ne retenir que les papiers et cartons dans la modélisation n'est pas acceptable (pg 50/58). Le cas le plus pénalisant doit être retenu et justifié. Les effets toxiques, notamment dus aux fumées des PVC, ne sont pas abordés. La modélisation des fumées d'incendie est à réaliser. La durée d'incendie reste à préciser. L'adéquation avec les moyens existants doit être démontrée.

Il existe par ailleurs un effet domino du feu des DIB encombrants sur le bâtiment de mise en balle des cartons/plastiques. Celui-ci n'a pas été étudié. Voir aussi l'avis du SDIS en annexe 2.

Les risques que peuvent causer les activités voisines sur le site (p. ex. incendie) ne sont pas décrits.

La tenue au feu et les dispositions constructives du bâtiment de stockage des déchets dangereux doivent être précisées. La compatibilité de ces dispositions avec l'exploitation de l'établissement doit être précisée. Si besoin de nouvelles mesures de protection doivent être proposées.

Enfin les besoins en eau d'incendie et en rétention doivent être calculés afin de s'assurer de leur compatibilité avec les moyens existants ou prévus.

3.2 *Risque foudre*

§6.2.1.2 : l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 demande que l'analyse de risque foudre (ADR) soit mise à jour en cas de modifications des installations susceptibles d'avoir des répercussions sur les données d'entrées de cette analyse. Le dossier ne justifie pas de l'absence de nécessité de cette mise à jour. Le dossier doit justifier ce point ou fournir la mise à jour.

3.3 *Risque séisme*

§6.2.1.4 : Aucune mesure de prise en compte du risque séisme n'est indiquée dans le dossier alors que l'article D. 563-8-1 classe la commune d'Ambérieu-en-Bugey en zone de sismicité 3 et que des nouveaux bâtiments abritant des installations classées soumises à autorisation sont prévus dans le dossier. L'arrêté du 4 novembre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels, prévoit des dispositions relatives aux règles parasismiques, notamment en renvoyant vers l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

4 IED

Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 doit être intégré dans le dossier.

§6.2.1.1 de la partie B : Le BREF transverse applicable WT n'a pas été pris en compte dans la description des mesures prévues pour l'application des MTD demandée par l'article R515-59 I 1°.

Il est indiqué pg 103 que le stockage des mâchefers et du fibrociment est réalisé en bennes fermées ou conteneurs étanches. Ceci n'est pas cohérent avec les photos des pages 36 et 17 de la partie A. La MTD ne semble donc pas respectée et aucune justification n'est apportée.